

FRANCE

Le diable s'habille en Marine

La montée en puissance dans les sondages du Front national, habilement relooké par l'héritière du clan Le Pen, suscite, à droite comme à gauche, un début de panique.

Elle avait promis de « dédiableiser » le Front national pour lui donner l'aspect honorable d'un parti classique et le rendre fréquentable pour l'électorat de droite. Et, de fait, la nouvelle Marine Le Pen, émancipée de son père et bien placée pour lui succéder, semblait s'y employer méthodiquement, envoyant au rebut toute une vieille garde de « nostalgiques de Pétain, cathos intégristes et autres obsédés de la Shoah », qui ringardisaient le Front au moment où elle s'efforçait de le moderniser et de l'ouvrir pour conquérir de nouvelles clientèles.

Le FN new-look accepte la loi Veil et consent au Pacs, en attendant de se résigner au mariage gay. Dédiableiser, c'était aussi reconnaître la persistance de ce que Marine appelait, du bout des lèvres, « certaines suspicions » à l'encontre du mouvement : racisme, xénophobie, antisémitisme. Elle les attribuait à quelques groupuscules de bras cassés, anachroniques et caricaturaux, et assurait que le parti ne servirait plus de caisse de résonance à leurs obsessions. Machiste, le Front ? Elle se fait alors l'avocate des droits des femmes, se désolant que, dans certains quartiers, des jeunes filles n'osent plus se balader main dans la main avec leur copain. Elle n'a « rien contre » les immigrés ni les musulmans et se range parmi les intransigeants de la laïcité pour justifier ses condamnations d'une islamisation rampante du pays.

VIEUX DÉMONS

Mais c'est sur son programme économique et social antieuro, anti-Bruxelles et antimondialisation que Marine compte le plus pour séduire les milieux populaires et attirer une nouvelle frange d'électeurs longtemps persuadés que la doctrine du Front se résumait à la lutte contre l'insécurité et l'immigration. Elle vise principalement les classes moyennes paupérisées par la crise. Elle mise sur leur mal-être grandissant et leur crainte d'un déclassement, que

vient de révéler une étude de l'Ifop, susceptible d'alimenter un électoral protestataire « particulièrement sensible aux thèses d'extrême droite », estime le politologue Dominique Renyé.

Restait à soumettre la dédiableisation à l'irremplaçable effet multiplicateur de la télévision. Marine Le Pen a passé avec succès l'épreuve redoutable de l'émission de France 2 *À vous de juger*, où elle a battu des records d'audience : 3,8 millions de téléspectateurs ont entendu cette blonde mère de famille, calme et pondérée, se démarquer des dérapages de son père (le « détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale » pour évoquer les chambres à

gaz de la Shoah), sans pour autant les répudier. Elle s'est bornée à remarquer qu'elle « n'a pas la même vision de cette période ». Pour elle, l'idéologie nazie est « une abomination ».

Et voilà que, dès le lendemain, à Lyon, Marine Le Pen se laisse tout à coup reprendre par les vieux démons qu'elle venait d'exorciser et se livre à une provocation qui déchaîne aussitôt contre elle l'ensemble de la classe politique, toutes sensibilités confondues. Affirmant que les prières de musulmans se multiplient dans les rues de grandes villes, elle compare cette appropriation religieuse du domaine public à l'occupation des troupes allemandes pendant la guerre : « Certes, il n'y a pas de blindés, il n'y a pas de soldats, mais c'est une occupation tout de même. »

Loin d'exprimer des regrets face à la condamnation unanime de cette sortie

aussi odieuse que stupide, elle revendique « une analyse tout à fait réfléchie », dénuée, à l'entendre, de « toute discrimination ». On ne voit pas quelle sorte de « réflexion » a pu l'amener à un tel parallèle (la Gestapo ne bloquait les rues que pour arrêter des passants et constituer des réserves d'otages pour ses pelotons d'exécution), mais, pour Marine, l'important était d'ajouter au parler le faire parler. Elle se flatte d'avoir recueilli d'un coup plusieurs milliers d'adhésions.

LE SPECTRE DE 2002

« C'est inquiétant parce qu'elle est en train d'étendre son champ d'influence », remarque Laurent Fabius, avec le même réalisme qui lui faisait naguère constater, comme seule une conscience de gauche pouvait l'oser, que « Le Pen pose les bonnes questions, mais leur apporte de mauvaises réponses ». Marine lui donne une nouvelle fois raison en se targuant « d'appuyer sur ce qui fait mal » et de « dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas ». Tout le monde ? « Heureusement pas

pour notre démocratie ! » se rassure à moitié Jean-François Copé, le nouveau patron de l'UMP, inquiet de voir le FN, dont Nicolas Sarkozy avait largement siphonné les électeurs, redevenir « une force politique ».

Un début de panique secoue majorité et opposition, dans la même crainte cauchemardesque d'un retour à 2002, à l'éviction de Lionel Jospin par Jean-

qu'il a semé avec son « funeste » débat sur l'identité nationale, alors que l'islamophobie s'impose comme une valeur politique en hausse dans les démocraties occidentales.

À droite, c'est le branle-bas général. Tel père telle fille, sauf que la fille est plus dangereuse que le père. Le diable s'habille en Marine. « Il faut arrêter de se mentir ! » s'exclame encore Copé.

Ah ! bon ? il y aurait donc au sein de l'UMP des partisans de louches ententes à la veille des cantonales ? Le nouveau patron de l'UMP y met sans attendre le holà. Décrétant la majorité en

« Il n'y a pas de blindés, il n'y a pas de soldats, mais c'est une occupation tout de même. »

Marie Le Pen et à la victoire empoisonnée de Jacques Chirac. Marine, elle non plus, n'aurait garde de l'oublier. Elle affecte de ne pas douter de ses chances, ratisse à gauche en revenant aux 60 ans pour l'âge de la retraite, s'invente à droite des enracinements gaullistes et promet, pour finir, de faire de la présidentielle de 2012 « un 21 avril, mais aussi un 6 mai 2007 à l'envers », en battant Sarkozy au premier tour pour l'emporter sur le candidat socialiste au second.

Sans cautionner cet aventureux pari qui leur apparaît encore comme un « exploit » improbable, les instituts de sondage se gardent, cette fois, de sous-estimer les conséquences des évolutions qu'ils enregistrent. La menace est double. Pour Sarkozy, qui risque, au mieux, d'être fragilisé dès le premier tour et d'être gêné pour les reports au second. Mais aussi pour la gauche, car si le FN obtient un score élevé, c'est qu'il lui aura pris également des voix. Porte-parole du Parti socialiste, Benoît Hamon n'écarte pas un « scénario catastrophe ». L'institut BVA crédite Marine Le Pen de 24 % de jugements favorables et de 17 % des intentions de vote, soit un point de moins que son père à son plus haut niveau, mais peu importe : elle incarne désormais mieux que lui le Front et sa politique (46 %, contre 23 %). Encore l'enquête a-t-elle été réalisée avant son coup d'éclat sur les prières des rues. Le plus inquiétant pour ses rivaux des grands partis est le taux d'approbation qu'elle a recueilli depuis : près de 4 Français sur 10 se déclarent d'accord avec elle (39 %). Faible chez les sympathisants de gauche (18 %), l'adhésion grimpe à 54 % et se révèle majoritaire chez ceux de l'UMP.

Pour la gauche, c'est simple, c'est la faute au chef de l'État, qui récolte ce

« situation de péril électoral », le place désormais à égalité de nuisance le PS et le FN, propose de combattre le Front en allant sur son terrain et annonce la création de think-tanks chargés d'élaborer un « corpus commun » pour effacer définitivement les clivages entre gaullistes, centristes et libéraux. Car c'est plus que jamais la gageure pour l'UMP que de sauvegarder ses gains frontistes de 2007 sans perdre l'équivalent, ou davantage, dans l'électorat centriste en 2012.

GARE AUX PIÈGES

Autant Copé joue sur la gravité de la menace, avec l'appui d'un Brice Hortefeux déjà engagé dans une « mobilisation totale et permanente », autant François Fillon conseille la mesure, à sa façon modératrice habituelle, mais avec le surcroît d'autorité que lui donne l'évident rééquilibrage des pouvoirs en sa faveur. Le Premier ministre ne se dissimule certes pas « la force impressionnante de la pénétration du FN dans l'électorat de la majorité », contre laquelle une note du ministre Hervé Novelli met également en garde Sarkozy. La bonne réponse lui paraît être de refuser toute complaisance envers l'extrême droite et ses doctrines, voire ses approches, sans foncer tête baissée dans ses pièges, ce qui semble exclure la reprise par d'autres voies du débat identitaire préconisé par Copé, mais dont ne se méfie pas moins le chef de l'État.

Au vrai, la principale parade à l'affolement, à l'Élysée comme à Matignon, tient à l'échéance. Le danger est certes réel, mais 2012 est dans seize mois. Sages sondages qui accompagnent toutes leurs conclusions du même mot : « prématuré ». ■

HENRI MARQUE



En campagne pour la présidence du Front national, le 19 décembre.

PASCAL ROSSIGNOL/REUTERS